

# CAP vers où?

La Coalition pour une Alternance Pacifique (CAP), cette nébuleuse de formations et de sensibilités politiques, qui s'étaient regroupées à la veille de la présidentielle du 7 novembre dernier autour du candidat Mohamed Khouna Ould Haïdalla n'en finit pas de finir. Le fait que la CAP n'ait pu présenter, au lendemain de la présidentielle, un bilan officiel de ses prestations, donne à la coalition (qui a tant suscité l'espoir chez les Mauritaniens et surtout inquiété le pouvoir de Ould Taya) un goût d'inachevé. Aussi le fantôme de la CAP continue-t-il de planer sur toutes les initiatives qu'entreprend celui qui fut il y a encore quatre mois son leader incontesté. Quand Ould Haïdalla évoque la possibilité de la création d'un parti politique, les langues se délient: la CAP va se transformer en formation politique. Lorsque, mardi dernier, l'ex-chef de l'Etat tient une réunion de concertation avec ses proches collaborateurs, on dit du candidat malheureux qu'il est incapable de réunir autour de lui les membres de la CAP ou de ce qui en reste encore. Plus grave, la garde rapprochée de l'ancien candidat à la présidence connaît des lézardes. Du groupe qui a été à l'initiative de sa candidature, il ne reste plus que quelques fidèles qui ont du mal à se sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont retrouvés après leur défaite à la présidentielle suivie de leur

emprisonnement. Après le départ des principales formations politiques de la coalition, des divergences sont vite apparues entre ceux qui s'y accrochent encore (ou font semblant). Le député Ismaël Ould Amar (celui-là même qui avait signé, maladroitement, au cours d'un "dîner-presse", au lendemain de leur libération, l'acte de décès de la CAP) a maille à partir avec le camp des jeunes, notamment ceux réputés proches de Ely Ould Sneïba, porte parole de Ould Haïdalla. Le député aurait boycotté la dernière réunion de la "CAP" à laquelle il n'aurait été convié qu'à la dernière minute. De l'autre côté, le torchon brûlerait entre les éléments baathistes de la coalition et les islamistes réputés plus proches du patron. Ces déconvenues au sein de la famille conduiraient actuellement ce qui est du groupe initial à pencher pour le ralliement ou l'intégration à une autre formation politique (fort probablement le Parti pour la Liberté, l'Egalité et la Justice) de Bâ Mamadou Alassane, plutôt que de créer sa propre formation politique, qui aurait toute les chances de ne pas être reconnue par le pouvoir. Si la CAP avait su garder le cap jusqu'à la présidentielle passée, le fantôme de la CAP, lui, semble beaucoup moins doué.

HAIBA S.